

Conjuguer le bien commun avec l'aspiration à l'autonomie et le refus des contraintes : une lecture de la ville contemporaine

Marie-Christine Jaillet - 15 novembre 2007

L'individualisme et l'autonomie, ces conquêtes de l'homme moderne ont déjà une très longue histoire. A travers ce cycle de conférences-débats, le Conseil de développement du Grand Lyon et l'ENS LSH vous invitent à réfléchir sur les modalités du vivre ensemble dans une société d'individus.

Le parcours proposé combine 3 questions :

- Quelles sont les formes actuelles de l'individualisme ?
- Les ressources mobilisées par les individus pour agir sur la société doivent-elles confortées ?
- Comment l'acteur public peut-il se saisir de ces évolutions pour concevoir le tissage du collectif aujourd'hui ?

Nous avons souhaité vous offrir, à la suite de chaque conférence, une synthèse sous forme de vade-mecum où vous retrouverez la teneur de l'exposé, afin de tisser avec vous un lien tout au long du cycle.

Lisez vite ce petit - **trait d'union** -

LA CONFÉRENCE

L'individu a été longtemps encadré par des systèmes de valeurs qui donnaient du sens à sa vie. Il était inséré dans des groupes organisés : la famille, l'usine, le syndicat, le parti... Il était établi dans des lieux : le quartier, la commune, le village... Cela produisait un individu relativement sécurisé, disposant d'une place (pas toujours choisie) dans la société. Ce système s'est désagrégé. L'individu y a gagné de la liberté et de l'autonomie ; il accepte de moins en moins d'être pris dans la pesanteur de relations obligées, gouvernées par la hiérarchie ou l'autorité. Les relations doivent obéir aujourd'hui au principe de la satisfaction et du libre choix. Les liens sont nombreux mais ténus, souvent sans contact direct. Dès lors, les individus ont perdu le sentiment de l'interdépendance, même s'ils ne sont de fait pas moins dépendants les uns des autres. Or, l'expérience de l'interdépendance a conduit à abandonner la violence, à se ménager, à privilégier l'échange. Elle est un préalable au développement de

la solidarité avec « celui qui ne fait pas partie des siens ».

L'individuation génère de l'insécurité. L'individu contemporain ne peut plus imputer ses échecs à d'autres, or il n'est jamais tout à fait à la hauteur de ses désirs. Le sentiment d'insécurité est accru par un environnement moins stable, plus ouvert, moins « intelligible ». L'expérience du travail est significative à cet égard. Le taylorisme avait instauré une simplification des tâches, une hiérarchie dans l'organisation du travail et une forme d'interdépendance des individus entre eux (illustrée par le modèle du « travail à la chaîne »). Aujourd'hui, les individus sont sommés de se mettre à niveau, de s'impliquer, de justifier la légitimité de leur position hiérarchique. Cela se traduit par une montée du stress, un sentiment d'insécurité accru par la montée de la précarité et la fragilisation de la condition salariale, une plus grande difficulté à maintenir une distance entre soi et le travail. Cela a des conséquences hors du travail : une demande d'être préservé et sécurisé, une peur du déclassement social, un fort besoin de réassurance sociale...

Ces évolutions sociales et dans les attitudes des individus ont des effets sur les villes qui s'organisent de plus en plus sur un principe d'appariement électif des individus et des groupes sociaux, juxtaposés et non reliés entre eux, sauf par des réseaux de communication matériels ou virtuels. Chacun peut choisir d'aller habiter là où il veut, avec qui il veut. La voiture joue ici un rôle pratique et symbolique. Elle donne un sentiment d'indépendance – en grande partie illusoire – et permet d'exprimer son individualité. Dans la ville, chacun cherche à organiser, en toute autonomie, son espace privé pour mettre les siens à l'abri des incertitudes, maîtriser sa distance aux autres, éviter les risques de disqualification sociale. L'urbanisation devient alors extensive, alvéolaire.

Faut-il mettre l'accent sur la perte d'expériences communes d'un vivre ensemble et sur l'effacement d'un espace public fréquenté par tous, ou, inversement, souligner les opportunités qu'offre aux individus la ville fragmentée, puisqu'elle permet à chacun d'organiser son mode de vie « à la carte » ? La société résulterait de l'addition des trajectoires individuelles dont la superposition permettrait d'identifier des lieux d'intensité d'usages et de trafics (gares, noeuds routiers, centres commerciaux...) qui

viendraient s'agréger à la centralité traditionnelle des places et des rues pour la recomposer dans une figure plus éclatée. La métropole, serait donc le lieu de l'hyper-choix adapté à des individus autonomes. Cette figure est loin d'être le quotidien de l'ensemble des urbains. Beaucoup en effet, et pas seulement les plus dépourvus, font l'expérience de très fortes contraintes. La ville organise, de fait, une extrême diversité d'expériences de l'urbanité, mais au risque d'une société "archipellaire", loin de l'idéal démocratique et du mythe fondateur de la « cité ».

Les classes moyennes supérieures ou inférieures, les employés ou les ouvriers partagent la conviction que l'habitat péri-urbain permet de protéger sa famille des risques encourus dans un milieu de vie à la composition sociale plus aléatoire. Ils cherchent de la tranquillité sociale et du confort, tout en surinvestissant l'école chargée de doter leurs enfants du capital indispensable. L'installation dans ces espaces péri-urbains ne tient pas seulement au renchérissement du coût de l'immobilier dans les centres. Elle s'explique aussi par le rejet de la ville, en particulier sa trop forte densité et ce qu'elle produit : encombrements, bruits, promiscuité sociale et frottements qui dérangent, risques que l'on est censé y encourir... Dans les représentations communes, les espaces péri-urbains protègent d'une différence sociale qui viendrait inquiéter. L'immeuble ne donne pas cette même assurance. L'appartement n'interdit pas l'autonomie ou la possibilité de régler sa distance à autrui, mais il paraît moins les favoriser que la maison individuelle et son jardin. Le modèle pavillonnaire emprunte ses références à la société des individus plus qu'au monde rural.

Comment constituer aujourd'hui l'espace commun, au sens physique et métaphorique, celui qui a permis aux villes d'assumer une fonction d'incorporation à la société par émergence d'une certaine capacité à vivre ensemble ? Les stratégies d'agrégation affinitaire n'y contribuent guère. La ville a bouleversé les modes de socialisation et de construction du lien social. Elle a permis de s'arracher à la tutelle familiale, à l'emprise communautaire, sans, pour autant, produire inexorablement des individus solitaires et isolés. Elle a été, avant tout, le lieu de la densité, du côtoiement, du frottement social. Elle a donné à chacun la possibilité de nouer des relations, d'élargir ses réseaux, tout en rendant possible l'anonymat. Elle a aussi permis l'expérience fondamentale de la confrontation à l'autre, dans la différence de statuts, de cultures, d'origines, de conditions, de couleurs. Parce qu'on vit et on échange avec lui, l'autre, a priori différent, peut devenir « semblable » parce qu'il est devenu familier. Que peuvent produire, comme société, des individus développant des comportements affinitaires, à la recherche de formes de réassurance qui les conduisent précisément à mettre l'altérité à distance ? Faire société, ce n'est pas seulement avoir des relations sociales. C'est accepter de vivre ensemble dans un même espace, partager un même projet, se sentir

concerné par le devenir de celles et de ceux, différents, dont on partage l'espace. Faire société, c'est donc avoir la capacité de fabriquer des règles du jeu communes, intégrant le différent ; cela impose à tout individu l'intériorisation de contraintes. Or, aujourd'hui, l'individu n'accepte de contraintes que s'il y voit, pour lui-même, un bénéfice. Comment peut-on, à la fois revendiquer son autonomie et accepter les contraintes que suppose la vie en société ? Comment consentir à un principe de solidarité de plus en plus abstrait sans l'expérience concrète de l'interdépendance ?

ÉCHO DES DÉBATS

Le bien commun

On observe que la société foisonne de regroupements affinitaires, mais ils sont extrêmement volatiles. On constate aussi que les individus se mobilisent et s'organisent sur des objectifs précis (refus d'une « quatre voies » d'un incinérateur...), mais sans que cela construise pour autant un cadre de débats sur l'intérêt général. Dans une société d'individus, comment déboucher sur de nouvelles formes de contrats sociaux urbains ? Cette question est très difficile, car l'individu n'accepte une contrainte que s'il y trouve un bénéfice (éventuellement différé). Les discours les plus généreux des citoyens conscients n'empêchent pas leur mobilisation pour refuser du logement social près de chez soi.

Les risques d'explosion sociale

Il y a évidemment un intérêt collectif à éviter l'explosion, mais cela ne suffit pas, sinon il y a longtemps que les politiques publiques auraient trouvé une manière de régler la question. Pour beaucoup d'individus, d'autres intérêts sont plus forts que le risque d'explosion : un avantage à être à distance, à ce que le processus de ghettoïsation contienne dans des lieux séparés des individus qui incarnent, à tort ou à raison – parce qu'ils sont pauvres ou issus de l'immigration (même s'ils sont Français) – la figure du risque et de la menace de disqualification sociale.

Le rôle de l'éducation

Sans perception d'une interdépendance, l'éducation n'a guère d'impact. Quand deux individus ont besoin l'un de l'autre, ils se ménagent. Le développement des « incivilités » vient de ce que des individus ne voient pas ce qu'ils ont affaire les uns avec les autres et ne perçoivent pas l'intérêt de se ménager. Comment faire pour que soit à nouveau palpable cette interdépendance ? Comment inverser le sentiment que « on n'a rien à faire ensemble » ?

